

23. La politique d'agression du régime raciste d'Afrique du Sud en vue de la déstabilisation économique et militaire des États de l'Afrique Australe exige que nous unissions nos efforts pour la combattre. À cette fin, nous nous engageons à apporter une assistance financière et matérielle aux États de l'Afrique Australe pour leur permettre de faire face à cette politique; de même nous réaffirmons notre soutien conséquent aux Mouvements de Libération dans leur lutte contre le régime raciste de l'Afrique du Sud. À cet égard, nous invitons instamment toutes les institutions africaines et la Communauté Internationale à apporter leur concours.

24. Nous lançons par ailleurs un appel à tous les pays, en particulier les pays industrialisés, aux institutions financières et aux sociétés transnationales pour qu'ils prennent des mesures, y compris des sanctions économiques efficaces pour obliger le régime de l'Apartheid en Afrique du Sud à mettre fin à sa politique raciste, à son occupation illégale de la Namibie et à ses actes de déstabilisation des États de l'Afrique Australe. Nous exhortons en outre la Communauté Internationale à apporter toute l'assistance nécessaire aux États de l'Afrique Australe afin de les aider à faire face aux effets que les sanctions contre l'Afrique du Sud auront sur leurs économies.

25. En vue de la mise en œuvre aux niveaux national, sous-régional, régional, continental et international du programme ci-dessus, nous avons décidé de créer un mécanisme permanent de suivi.

26. Animés par la volonté de relever effectivement le double défi de la survie et du développement de notre Continent, nous avons adopté le programme prioritaire annexé à la présente Déclaration et nous nous engageons, au nom de nos peuples et de nos Gouvernements, à tout mettre en œuvre, individuellement et collectivement pour sa réalisation.

27. Nous avons la ferme conviction que le respect de nos engagements conduira au redressement de nos économies, à la relance d'un processus de développement authentique de nos peuples, tout en préparant la voie à l'intégration économique de l'Afrique.